

INFLATION ET PAYS SOUS-DEVELOPPES

Mohamed El-Hocine BENISSAD *

Comme il est courant que la politique d'industrialisation dans laquelle se lance, aujourd'hui, la plupart des pays sous-développés s'accompagne d'une inflation, plus ou moins, marquée, il est utile de s'interroger sur ce processus de hausse des prix. Les questions qui viennent, alors, à l'esprit : quelles sont les explications de l'inflation qui ont été, jusqu'ici, données ? Quelle est leur validité dans les pays sous-développés ? Quels sont les effets de l'inflation sur la vie économique ?

I. LES ANALYSES DE L'INFLATION

L'inflation peut être définie comme une hausse du niveau général des prix. Elle a pour cause un excès de demande de biens et services par rapport aux possibilités de l'offre ou une hausse du coût des facteurs de production.

A) L'INFLATION PAR LA DEMANDE

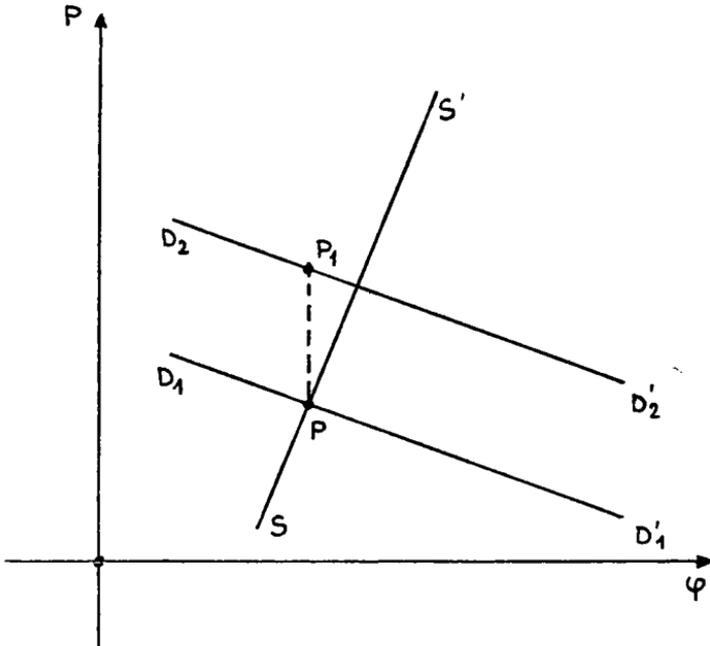
L'excès de demande par rapport aux possibilités de l'offre provoque un mouvement à la hausse des prix. Cet excès peut résulter soit d'une création de monnaie nouvelle, soit d'une déthésaurisation de monnaie. Au Brésil, l'expansion monétaire due à des augmentations des exportations de café s'accompagne d'une hausse des prix ; le même phénomène est observable quand se produit un recul de la valeur des exportations qui limite les possibilités d'importation et, donc de l'offre de biens et services. L'inflation est, dans ce cas, un processus par lequel l'économie essaye d'absorber un surplus de demande monétaire (1) et de surmonter une inélasticité de la production de biens de consommation ou d'équipement.

Dans la pensée classique, le facteur décisif provoquant une inflation de ce type est l'accroissement de l'offre de monnaie, alimentant une demande excessive. Dans la pensée Keynésienne, l'inflation par la demande s'analyse en un surplus des dépenses globales sur la production,

* *Diplômé d'études supérieures de sciences économiques.*

(1) — Celso FURTADO : *The Economic Growth of Brazil*, p. 251.

en situation de plein emploi « absolu » ou de plein emploi approché. A la base de ces courants de pensée, se trouve l'hypothèse de flexibilité des prix à la hausse.



Il est possible de représenter le processus de cette inflation par un schéma simple. L'axe des abscisses indique les quantités demandées et offertes tandis que l'axe des ordonnées indique les prix. La droite SS' représente les quantités offertes ; sa pente est élevée en raison de l'inélasticité de la production. La droite $D_1 D'_1$ indique les quantités demandées à la période t_1 ; elles sont fonction inverse des prix. Supposons que le point P où se coupent SS' et $D_1 D'_1$ représente un équilibre de plein emploi signifiant que la production est rigide. Si pour une raison quelconque la demande s'élève la droite $D_1 D'_1$ se déplace et devient D_2 et D'_2 . Un gap inflationniste PP_1 apparaît alors et il mesure l'excès des dépenses globales sur l'offre globale, cette dernière ne pouvant augmenter en termes réels voit sa valeur s'élever pour égaler la demande nominale.

De plus, à la différence d'une hausse du niveau général des prix il y a lieu de distinguer les tensions inflationnistes, résultant de déséquilibres sectoriels entre l'offre et la demande ; cette distinction est à

la source de politiques économiques sectorielles tendant à localiser ces tensions et à empêcher leur généralisation au reste de l'économie (1).

Le 19ème siècle, qui a connu un état de concurrence assez poussé, a vu ce type d'inflation résultant de mécanismes économiques généraux sur lesquels les agents économiques n'avaient aucune influence (2). En effet, les salariés, pour ne citer que cet exemple, n'avaient aucune formation professionnelle, ne pouvaient se syndiquer ou se mettre en grève en raison de la législation, ne possédaient aucun pouvoir de négociation et étaient soumis à la concurrence sur le marché du travail. Ces facteurs empêchaient les salariés d'exercer une action en faveur d'un relèvement des salaires. Par conséquent, au siècle dernier, la hausse des prix s'expliquait par une demande monétaire supérieure à l'offre à prix constants ; mais cette hausse des prix était quelque peu limitée par les règles rigides de l'étalon-or qui liaient l'émission de monnaie nouvelle à la situation des réserves de change. De nos jours encore l'inflation par la demande caractérise certaines économies comme celle du Brésil. Dans ce pays, le phénomène du retard des augmentations des salaires sur celles des prix s'explique par le fait que les rémunérations des travailleurs sont relevées en vue de rattraper une hausse des prix due à un excès de demande.

Cependant maintenant, grâce à une longue lutte les groupes ont acquis par le truchement du syndicalisme la capacité de négocier la fixation ou la modification de leurs revenus. C'est dans ce cadre que l'inflation par les coûts et son analyse sont apparues après la seconde guerre mondiale.

B) L'INFLATION PAR LES COÛTS

Dans la mesure où les salaires sont un élément important du coût de production dans une branche, tout relèvement de ces salaires, en situation de productivité de travail constante, entraîne une augmentation du coût unitaire de production et du prix de vente. Si pour une raison ou pour une autre, les entrepreneurs sont dans l'impossibilité de relever leurs prix, leurs profits, unitaire et global, en diminuant, risquent d'induire une chute de l'investissement net ou un désinvestissement accompagné de sous-emploi des travailleurs. La hausse des prix, dans la branche, ne peut être évitée que si la productivité des travailleurs s'est accrue et que le relèvement des salaires ne dépasse pas l'accroissement de productivité.

De plus, les différents agents économiques, qui ont acquis un pouvoir puissant d'exercer une action sur leurs taux nominaux de revenu, se surveillent mutuellement et tendent à revendiquer les mêmes relèvements de rémunération que ceux consentis dans une autre

(1) — E. JAMES : *Problèmes Monétaires d'aujourd'hui*, p. 157.

(2) — MARCHAL : *Cours d'Economie Politique*, 2ème année, 1962-1963.

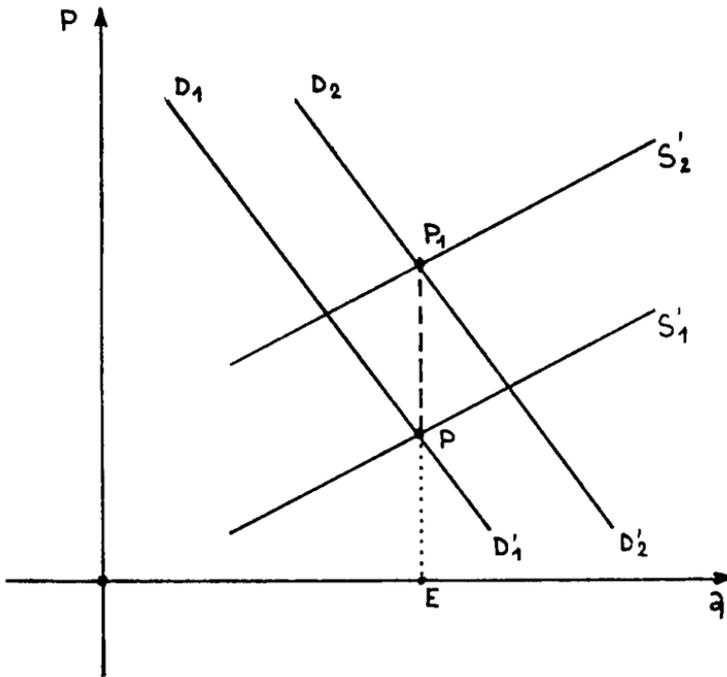
branche (1). Cette action est d'autant plus puissante qu'elle s'opère en situation de plein-emploi des travailleurs et de puissant syndicalisme. C'est pourquoi, une augmentation des salaires dans la branche A, où il y a eu accroissement de productivité du travail, a de fortes chances de se produire dans la branche B où la productivité est restée constante, y entraînant une hausse des prix puisque les entrepreneurs chercheront à conserver le même taux de profit. Ces actions liées des différents secteurs ou groupes professionnels de l'économie ont amené les Pouvoirs Publics à vouloir définir un taux national d'amélioration de la productivité du travail sur lequel ajuster les hausses de salaires dans le cadre d'une politique des revenus à caractère non monétaire impliquant une certaine solidarité des différents groupes professionnels et tendant à éviter l'inflation par les coûts.

La distinction faite dans la théorie monétaire entre l'inflation par la demande et l'inflation par les coûts ne signifie nullement qu'il s'agit de deux phénomènes opérant séparément. Bien au contraire, l'inflation par la demande entraîne l'inflation par les coûts et réciproquement. En effet, les groupes ont développé des mécanismes de défense contre l'inflation par la demande, ouvrant la voie à une accélération de la hausse des prix. Dans les pays sous-développés, l'expansion du nombre des salariés, par suite de l'investissement dans le secteur industriel, crée souvent un déséquilibre entre l'offre et la demande de produits alimentaires agricoles, suscitant une hausse des prix de biens de première nécessité dans le budget ouvrier ce déséquilibre ne va pas sans déclencher un mouvement général de revendications de la part des travailleurs en vue de relever leurs rémunérations nominales et de conserver, au moins, le même revenu réel. Ces réactions d'auto-protection des groupes professionnels contre toute hausse des prix mettent en œuvre la spirale prix - salaires - prix qui aggrave l'augmentation initiale des prix, comme le montre l'expérience de l'Argentine d'avant le programme de stabilisation de 1958.

De même le relèvement des salaires, non accompagné de gains de productivité du travail c'est-à-dire de profits supplémentaires, suppose que le système bancaire fournit aux entreprises les liquidités supplémentaires pour financer les charges salariales additionnelles ; comme ces revenus supplémentaires sont versés au groupe salarié, dont la propension à consommer est relativement plus élevée, ils alimentent une augmentation de la demande alors que l'offre est inélastique ; une inflation par la demande se produit alors à la suite de l'inflation par les coûts. Ce phénomène a fait dire à certains auteurs (2) que la « cost-inflation » pure n'existe pas ; elle est accompagnée de la « demand-inflation » qui fait comprendre l'aspect dynamique de toute inflation.

(1) — LECAILLON : *Analyse Economique et Répartition du Revenu National*, p. 132.

(2) — E. JAMES : *op. cit.*, p. 160.



Un schéma peut illustrer le mécanisme de l'inflation par les coûts et son interaction avec l'inflation par la demande. L'axe des abscisses OQ exprime les quantités alors que l'axe des ordonnées OP exprime les prix. A la période t1 il y a une offre globale S1 S'1 et une demande D1 D'1 ; leurs courbes représentative se coupent en P, point d'équilibre, - Admettons que dans l'économie, à la suite de revendications, les travailleurs obtiennent des hausses de salaires non justifiées par des améliorations de productivité ; les coûts et les prix des biens augmentent ; par conséquent, la valeur de l'offre s'élève : la droite S1 S'1 se déplace et devient S2 S'2. Les liquidités supplémentaires qui ont servi à payer les salaires additionnels déterminent un accroissement de la demande monétaire ; la droite de la demande est maintenant D2 D'2. Les droites de l'offre S2 S'2 et de la demande D2 D'2 se coupent en P1 qui est le nouveau point d'équilibre. Pour des quantités échangées constantes OE, le niveau des prix s'est élevé de PP1. A l'origine de ce phénomène il y a eu une inflation par les coûts.

L'inflation du 20ème siècle a touché différents pays sans distinction quant à leur système économique et social ou à leur niveau de développement. Les analyses qui en ont été faites pour les pays sous-développés

ont tendance à différer apparemment de celles de l'inflation par la demande ou par les coûts ; ce point mérite attention d'autant plus que certains économistes suggèrent une nouvelle explication de l'inflation des pays sous-développés.

C) L'INFLATION EN PAYS SOUS-DEVELOPPES

Plusieurs facteurs contribuent à faire des économies sous-développés un terrain propice aux pressions inflationnistes :

1 — alors que le processus de croissance chez J. SCHUMPETER est déterminé par l'offre de biens et services dont l'entrepreneur dynamique est l'agent, en pays sous-développé ce processus trouve sa source dans la demande (2) de biens alimentaires et manufacturés qui exerce une pression sur une offre souvent rigide et suscite des hausses de prix. Ce rôle de la demande est renforcé par le jeu de l'effet d'imitation qui pousse la population des pays sous-développés à adopter la même structure de consommation que celle de la population des pays développés.

2 — les pays, qui comme les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, ont combiné le développement avec une instabilité des prix relativement moindre que celles des pays sous-développés sont ceux qui utilisent une technologie avancée et ont des surplus agricoles. La structure de leur production (blé viande) est meilleure du point de vue de la résistance à l'inflation. Même dans les pays sous-développés produisant des biens agricoles de base, une politique d'industrialisation va entraîner une augmentation de la demande de consommation, une réduction des exportations agricoles et une hausse des prix intérieurs des biens alimentaires particulièrement là où la production primaire est inélastique à cause de ses techniques, ou de la structure de la propriété foncière.

Ces remarques amènent à penser que la croissance équilibrée au sens strict n'est possible que dans la mesure où l'offre s'ajuste immédiatement à la demande du point de vue de la structure et des valeurs à prix constants. Etant donné que le secteur primaire a souvent une offre inélastique, que le secteur secondaire entreprend des investissements à maturation longue ou moyenne, que la balance des paiements est presque toujours en difficulté, le résultat net est une incapacité des pays sous-développés à éviter l'inflation.

C'est autour de cette inélasticité de l'offre des biens et services que l'école structuraliste raisonne pour expliquer l'inflation en Amérique Latine. Cette inélasticité est située à deux niveaux :

— au niveau de l'agriculture dont le système des latifundias constitue l'obstacle majeur à un accroissement de production, tandis que la population augmente très rapidement et que le nombre des salariés s'élève du fait de l'extension des secteurs secondaire et tertiaire.

(1) — H.C. WALLICH in *The Economics of Under development*, p. 195.

(3) — R. de OLIVEIRA CAMPOS in *Economic Development for Latin America*, p. 83.

— au niveau de la capacité d'importation en raison de la mono-production et des variations aigües dans les prix internationaux des exportations qui détériorent les termes de l'échange. La forte élasticité du revenu pour les biens d'importation crée des déficits importants dans les paiements extérieurs face à des réserves de change souvent insuffisantes.

L'accent mis sur cette inélasticité de l'offre amène certains structuralistes à vouloir en faire une explication originale de l'inflation en Amérique Latine, totalement différente de l'inflation par la demande ou de l'inflation par les coûts. Cette position ne paraît pas soutenable car l'inélasticité de l'offre n'est que l'envers d'un excès de demande. L'inflation par la demande, telle qu'elle apparaît dans la pensée classique ou la pensée keynésienne, suppose le plein emploi des facteurs de production c'est-à-dire une rigidité de l'offre de biens et services. Cette dernière ne peut donc fonder une nouvelle approche de l'inflation. En vérité, il semble que le but des structuralistes, en cherchant à faire accepter l'idée d'une nouvelle explication de l'inflation en pays sous-développé, ait été de faire admettre le principe de politiques anti-inflationnistes non orthodoxes.

Quoi qu'il en soit, toute hausse des prix, joue un certain rôle dans la vie économique et a des effets sur les variables économiques et l'allocation des ressources.

II. ROLE DE L'INFLATION

L'inflation peut-être réprimée ou ouverte. Elle est réprimée si des mesures efficaces sont prises en vue d'arrêter la hausse des prix. Il en est ainsi dans les pays d'Amérique Latine où les prix des biens et services de première nécessité sont souvent bloqués. Par opposition il n'y a d'inflation ouverte que dans un cadre de liberté des variations des prix à la hausse ou de contrôles inefficaces des prix. C'est le rôle de l'inflation ouverte qui nous intéresse ici.

A) L'INFLATION, L'ÉQUILIBRE, LA REPARTITION DU REVENU ET DU TRAVAIL

L'un des effets de l'inflation est d'égaliser les quantités offertes et demandées de biens et services (1). L'inflation, en ayant pour origine un désajustement entre la demande et l'offre à prix constants, relève le prix de l'offre globale et assure l'équilibre économique.

L'autre effet positif de l'inflation est d'assurer une nouvelle répartition du revenu national en déplaçant le revenu des groupes à forte propension à consommer vers les groupes à forte propension à épargner et à investir. Au sein de l'entreprise cet effet est obtenu au moyen d'un relèvement des prix, dans la même proportion que celui des salaires; un exemple numérique peut éclaircir ce point : à la période T1, l'entreprise vend son produit pour 100, effectue 50 de dépenses salariales unitaires,

(1) — J. LECAILLON op. cit., p. 134.

paye 20 pour les autres charges et réalise un profit unitaire de 30 ; à la période T2, pour une raison ou pour une autre, les salaires voient une augmentation de 10 % en l'absence d'une hausse de productivité du travail, l'entreprise dépense alors 55 sous forme de salaires, 20 sous forme d'autres charges et encaisse 35 de profits, après avoir relevé de 10 % le prix de vente unitaire de son produit. L'augmentation des profits de l'entreprise a été, dans ce cas, de 16,6 %. Au plan national, l'inflation redistribue le revenu en faveur des entrepreneurs spécialement quand ces derniers ne voient pas leurs gains éliminés par les revendications salariales et, dans la mesure où cette redistribution stimule l'investissement, elle promouvoit la croissance économique. Enfin, dans les pays sous-développés, elle peut aider à la mobilisation des ressources humaines puisque une perspective de hausse des salaires nominaux risque de provoquer un déplacement de main-d'œuvre des campagnes vers les centres d'industrialisation (1).

D) L'INFLATION, L'ÉPARGNE ET L'INVESTISSEMENT

L'inflation peut exercer des influences sur la structure et le montant de l'épargne. Si les revenus fixes ne suivent pas le mouvement des prix, le glissement du revenu en faveur des titulaires de revenus capitalistes va favoriser l'épargne. Si, par contre, les titulaires de revenus fixes réagissent à la hausse des prix et obtiennent des relèvement de leurs revenus nominaux, l'effet est défavorable aux groupes épargnants. Cependant l'inflation peut amener les sociétés commerciales à distribuer les profits aux détenteurs d'action plutôt que de réinvestir, en raison du renforcement du désir de liquidité. Du point de vue de l'épargne publique, les recettes fiscales nominales de l'Etat augmentent en période d'inflation et sa dette interne réelle diminue mais, en même temps, ses dépenses s'accroissent à cause de la hausse éventuelle des traitements, du coût plus élevé de la consommation et des investissements publics et de la nécessité de subventionner certaines branches de l'économie dont les pouvoirs publics veulent contrôler les prix ; en définitive, l'effet net sur l'épargne publique dépend du système fiscal du pays, de l'étendue de l'intervention de l'Etat dans l'économie, de sa force de résistance aux revendications salariales des fonctionnaires. Au Brésil par exemple, les finances publiques connaissent un déficit que l'extension de l'intervention de l'Etat, surtout en matière d'investissement, a accru (2).

L'inflation, en augmentant l'efficacité marginale du capital et en provoquant le renforcement du protectionnisme, rend les investissements industriels très rentables, surtout en pays sous-développé. Cependant elle amène aussi des distorsions dans la structure de cet investissement. Les entrepreneurs privés n'investissent pas dans les industries lourdes pour les raisons suivantes :

(1) — H.G. JOHNSON : *Essays in Monetary Economics*, p. 284.

(2) — C. FURTADO *op. cit.*, p. 498.

— elles exigent des investissements énormément coûteux ayant de longues périodes de maturation dans l'environnement de risque et d'incertitude créé par l'inflation qui rend la prévision et le calcul économique difficiles.

— leur rendement est plus tardif et moins attractif que celui des industries légères. En effet, les hausses de prix sont plus difficiles dans les industries de base pour des raisons politiques ; de plus la livraison des produits de ces industries suppose de longs délais au terme desquels il n'est pas possible d'ajuster les prix parce que les conditions de vente ont été fixées auparavant dans un contrat (2) alors que les prix des autres secteurs participent au mouvement inflationniste.

La monnaie et les actifs financiers cessent d'être une liquidité dont la valeur réelle est protégée (3) ; aussi d'autres types d'actifs sont recherchés en vue de se protéger contre l'inflation. Les industriels et commerçants tendent alors à accumuler des stocks de matières premières et de produits finis dont les prix augmentent, ce comportement, tout en protégeant ces agents économiques contre la dépréciation interne de la monnaie, renforce le processus, inflationniste puisqu'il raréfie les biens offerts sur le marché. Les autres actifs physiques hautement demandés en cas d'inflation, sont la terre et les immeubles. Bien que la politique d'industrialisation ait des effets sur celle de l'urbanisation et, donc, sur l'industrie de la construction, l'hypertrophie que connaît cette industrie, en pays sous-développé, est dûe, en grande partie, à la distorsion de l'investissement.

Le choix entre l'accumulation de stocks et l'achat de terres ou d'immeubles, comme valeur refuge, est dicté par la préférence du placement à long terme (immeubles ou terres) ou à court terme (stocks). Il peut être aussi dicté par la catégorie socio-professionnelle de l'agent économique : un cadre désirera acheter une villa tandis qu'un commerçant préférera accumuler des stocks de produits en espérant en tirer profit.

L'inflation ne va pas sans exercer un effet puissant sur les éléments constitutifs de la balance des paiements. C'est cet effet sur les postes importants de cette balance (commerce des biens et mouvements des capitaux) que nous allons dégager dans le cadre d'un système de changes fixes.

C) L'INFLATION ET LES RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES

Comme l'inflation signifie un excès des dépenses sur les possibilités de l'offre il est possible de chercher à la limiter par le recours aux importations. Ces dernières dépendent de la situation antérieure des réserves de change et de la capacité d'importer du pays. L'inflation

(2) — E. GUDIN in *Inflation in Latin America*, p. 352 et suivantes.

(3) — G.S. DORRANCE in *Inflation and Growth in Latin America*, p. 53.

favorise les importations de biens étrangers parce que la surévaluation de la monnaie nationale les rend compétitifs ; par ailleurs, certains importateurs, désirant spéculer sur les biens achetés à l'étranger ou craignant une dévaluation prochaine de la monnaie nationale qui les rendrait plus onéreux, demandent plus de biens à l'étranger. Les pouvoirs publics peuvent utiliser alors des contrôles quantitatifs ou relever leurs droits de douane s'ils estiment que ces augmentations des importations sont incompatibles avec leur politique de développement économique, ou l'état des réserves de change. Une telle réaction protectionniste se heurte à des difficultés dans les pays sous-développés car les pouvoirs publics font souvent face à une structure des importations incompressible (biens de consommation de première nécessité, matières premières et biens d'équipement indispensables à la croissance économique).

L'accroissement de la demande intérieure, qui a provoqué une hausse de prix, détourne certains biens de l'exportation vers le marché domestique. En d'autres termes, les pressions inflationnistes mènent à une absorption par le marché intérieur de biens auparavant vendus à l'étranger et, ce d'autant plus que les prix internationaux sont une donnée (1). En situation de taux de change fixe, la surévaluation de la monnaie, provoquée par l'inflation, décourage les exportations et constitue un instrument anti-inflationniste puisqu'elle limite relativement l'expansion de la monnaie et des revenus. Dans les pays sous-développés, comme le Brésil, ce découragement des exportations entraîne un déplacement de l'investissement de l'agriculture vers les secteurs secondaires et tertiaires. Il arrive que les exportateurs, anticipant une dévaluation de la monnaie nationale, stockent leurs biens au lieu de les écouler sur le marché international. La conséquence finale de la surévaluation de la monnaie peut donc être le déclin du volume des exportations et de la capacité d'importation.

Les détenteurs de capitaux, dans une économie inflationniste, chercheront à placer leurs avoirs à l'étranger dans l'espoir de gains en monnaie nationale qui surviendront après la dévaluation. Du même coup, les entrepreneurs privés étrangers seront enclins à conserver leurs capitaux hors de cette économie et à ne pas y investir ; cependant si ces entrepreneurs anticipent une dévaluation de la monnaie inférieure à la hausse des prix ; ils peuvent trouver l'investissement rentable en économie inflationniste (1) ; l'anticipation contraire est une désincitation à investir pour les entrepreneurs étrangers. Les pouvoirs publics afin d'attirer les investissements privés étrangers offrent des garanties de rapatriement des profits et parfois des garanties de change.

Le solde net de la balance des paiements, en pays sous-développé inflationniste après considération de ses principaux éléments, a de fortes chances d'être déficitaire. Le besoin de limiter la dépréciation externe de la monnaie nationale, de défendre les réserves de change

(1) — G.S. DORRANCE : op. cit., p. 60.

(1) — G.S. DORRANCE : op. cit., p. 50.

et de remédier au déficit des paiements extérieurs mène souvent à l'institution d'un régime de contrôle des changes, accompagné des restrictions quantitatives à l'importation et de tarifs douaniers qui ont tous, un effet de protection de l'industrie nationale. C'est cette politique économique extérieure qu'ont poursuivie des pays comme le Brésil, le Chili, l'Argentine au lendemain de la grande dépression de 1929. Dans le cadre du régime de contrôle des changes, il arrive fréquemment que soit pratiqué un ensemble de taux de change dont le but est d'influencer la dépense, stimulant ou freinant certains types d'exportations ou d'importations. Au Brésil, les pouvoirs publics, voyant l'inefficacité du régime de contrôle des changes à taux de change unique, ont recouru à un système de taux de change multiples à partir de 1953. Généralement un tel système tend à taxer les exportations traditionnelles (comme celles du café au Brésil) et les importations non essentielles et à subventionner les exportations nouvelles (biens manufacturés) et les importations essentielles (blé ou pétrole par exemple) ; il peut donner un traitement spécial aux capitaux étrangers.

A ces interventions constantes des pouvoirs publics sur le marché des changes, certains auteurs préfèrent une dévaluation uniforme du taux de change pour rétablir l'équilibre monétaire global ; c'est cette mesure qu'a préconisée le Fonds Monétaire International dans ses plans de stabilisation monétaire en Amérique Latine. Selon le Professeur E. JAMES (2), en cas de déséquilibre monétaire grave et durable, la dévaluation de la monnaie nationale peut devenir nécessaire ; elle suppose des circonstances exceptionnelles. Une telle modification du taux de change, en réduisant la valeur de la monnaie nationale par rapport à l'or et aux devises étrangères, stimule les exportations et la demande de monnaie nationale. Néanmoins la réduction du taux de change peut aggraver les pressions inflationnistes : la spéculation sur la devise nationale peut continuer et créer des fuites de capitaux additionnelles, les revenus des exportations augmentent et stimulent la demande ; le prix des matières premières et des équipements importés, en s'élevant, joue dans le sens de la hausse des coûts de production et des prix des firmes nationales. La nécessité apparaît, alors d'accompagner la dévaluation de mesures de nature déflationniste pour éviter que les hausses de prix, suivant la modification du taux de change, n'éliminent les gains fournis aux exportations. Dans les pays sous-développés, la dévaluation de la monnaie nationale ne résoud pas le problème des coûts élevés des exportations de biens manufacturés ; car ce niveau élevé des coûts de production ne peut être confondu avec la surévaluation de la monnaie. Au contraire, la réduction du taux de change correspond à une sous-évaluation des produits primaires qui constituent la majeure partie de leurs exportations. C'est pourquoi N. KALDOR (1) soutient l'idée d'un système de taux de change fixe pour les exportations primaires et les importations

(2) — E. JAMES : op. cit., p. 279.

(1) — N. KALDOR : Dual Exchange Rates and Economic Development in *The Economic Bulletin for Latin America*, nov. 1964, p. 218.

essentielles et un taux de change libre (que les pouvoirs publics pourront influencer indirectement) pour les exportations et les importations de biens manufacturés. Ce système ne doit pas être considéré comme du dumping et combine les avantages de la spécialisation et du protectionnisme industriel.

D'autres auteurs proposent aux pays sous-développés un système de change fluctuants (2) dont les avantages sont :

— ne pas dissimuler l'inflation et inciter les pouvoirs publics à la combattre

— ne pas mener à une mauvaise allocation des ressources et permettre une politique de croissance indépendante du niveau des réserves de change.

Toutefois, l'existence d'un taux de change flottant peut aussi amoindrir la résistance de l'économie à l'inflation (3). Puisque la défense des réserves de change n'est plus un objectif primordial. De surcroît, elle n'exclut nullement les dévaluations de la monnaie.

*

**

Au total, trois remarques finales peuvent être faites :

1) Parce que l'inflation peut créer des distorsions dans l'allocation des ressources, il lui est souvent prêté un effet négatif sur la croissance économique. Selon l'école monétariste la stabilité des prix est une condition nécessaire (voire suffisante) à la stimulation de l'investissement productif et du développement. Ces arguments ne semblent pas vérifiés par l'expérience. Le Brésil a bien connu, malgré une inflation violente, un développement économique rapide dans le cadre d'une industrialisation intensive et d'une large diversification de la structure du système productif. A l'opposé, le Portugal, où la stabilité des prix a été un objectif essentiel de la politique économique, n'a connu que la stagnation économique. C'est dire qu'il n'est pas correct de faire, à priori, de l'inflation un obstacle à l'investissement et à l'augmentation du produit réel.

2) Les analyses de l'inflation, faites pour les pays développés, restent valables dans les pays sous-développés. Cependant, l'inflation par les coûts occupe une place moins importante dans le processus de hausse des prix en raison de l'inorganisation du syndicalisme, de sa faiblesse ou encore du volume de chômage qui pèse sur les taux de salaires. Toutefois cette réserve est relative car il est des pays sous-développés (Argentine par exemple) où les syndicats sont puissants.

(2) — R.O. CAMPOS op. cit., p. 101.

(3) — R. BARRE : Cours d'Economie Internationale, année 1963-1964, p. 279.

3) Si l'on s'attache donc, surtout, à l'inflation par la demande plus répandue dans les pays sous-développés le remède qui est proposé (tout au moins, dans les pays développés) est la politique fiscale. Dans les pays développés, en effet, l'inflation par la demande est due à une rigidité de l'offre, en raison du plein emploi des facteurs de production, l'augmentation des impôts doit absorber l'excès de demande et rétablir l'équilibre entre le montant de la demande et celui de l'offre. Dans les pays sous-développés, l'inflation par la demande est aussi due à un désajustement entre la demande et l'offre mais la rigidité de l'offre ne provient pas du plein emploi des ressources. Elle provient plutôt d'une mauvaise organisation du système productif, et en particulier, de l'agriculture qui fournit les biens de consommation essentiels. Dans ce cas, la politique économique n'aura pas un aspect quantitatif, comme en pays développé ; elle sera d'ordre qualitatif puisqu'elle visera une transformation et une rationalisation du système de production.

Mohamed El-Hocine BENISSAD

*Diplômé d'Etudes Supérieures
de Sciences Economiques.*